

que peut se construire une impartialité. Bien souvent, c'est le contraire qui se produit : l'expert trie, oui, mais bien trop suivant son opinion. Le livre présente donc une faiblesse importante sur la question de l'expertise. Dans le cas du glyphosate, par exemple, P. Papon oublie de préciser que le désaccord entre l'Autorité européenne de sécurité des aliments et le Centre international de recherche sur le cancer tient en particulier à ce que le premier ne fait que reprendre les études réalisées par les industriels. C'est dommage, car le travail de la « vigie » ressort de l'expertise et non de la science.

La seconde faiblesse tient à une relative méconnaissance des sciences humaines. Les exemples sont généralement tirés de la physique ou des sciences de la nature. En SHS, P. Papon se réfère presque exclusivement à un historien, Antoine Prost. Celui-ci avance sa propre thèse et non les incertitudes du champ – et l'on rencontre donc typiquement ici le problème qui se pose quand on ne fait appel qu'à un expert. L'histoire consiste certes à établir l'adéquation des énoncés avec les faits. Mais pas seulement. Elle implique également d'interpréter leur enchaînement, c'est-à-dire établir les « causes » des « événements ». Savoir si un fait historique (tel qu'une découverte) est un « événement » est plus difficile à établir et moins consensuel que de vérifier si Pétain était bien à Verdun. « L'événement » peut ne pas être perçu comme tel par les contemporains, etc. L'observation peut être généralisée aux SHS : les causes, en sciences sociales, sont des raisons. Les mêmes causes se reproduisent rarement et ne produisent pas forcément les mêmes effets. Ne pas voir ce point conduit P. Papon à simplifier à l'excès l'intrication entre faits et valeurs, notamment dans son analyse de l'expertise. En SHS, les faits observés sont des valeurs, quand bien même on les observerait « comme des choses » suivant la règle de méthode de Durkheim. Certaines disciplines, à l'exemple de la philosophie, ont même pour vocation de clarifier les logiques qui sont à l'œuvre dans les valeurs. C'est une exploration comme une autre, mais avec ses règles propres, du fait de la nature de l'objet. Cette seconde faiblesse a une conséquence inattendue. P. Papon s'interroge en effet très brièvement sur les mathématiques, qui ne cadrent pas avec sa définition de la science, en ce qu'elles ne recourent que très rarement à des faits de l'expérience et à des outils techniques (p. 37). En effet. Mais c'est le rôle de la logique au sens philosophique que l'auteur sous-estime ainsi. Les mathématiques sont une combinatoire. Elles esquissent des univers à partir d'axiomes de base indémontrables. En cela, elles sont proches des cultures et des histoires. Le biais cognitif dénommé « effet Othello » illustre ce fait aussi bien que le rôle de ce que Jean-François Lyotard a appelé les « métarécits » dans l'histoire humaine. Les récits, sans être « relatifs » ni « subjectifs », sont inévitablement pris

dans une perspective, qui est structurante pour celles et ceux qui l'agissent. Cela vaut également pour les sciences. C'est moins le spectre du relativisme qui inquiète P. Papon que celui de récits concurrents à celui d'un progrès mesuré et contrôlé.

Fabrice Flipo

(Institut Mines-Télécom BS, Laboratoire LCSP, Évry, France)

fabrice.flipo@imt-bs.eu

**L'invention du colonialisme vert.
Pour en finir avec le mythe de l'Éden africain**
Guillaume Blanc
Flammarion, 2020, 343 p.

Voici un ouvrage, comme il en existe peu en langue française, à propos des usages politiques et des effets matériels et sociaux, sur leurs résidents, de la création d'aires protégées pour la conservation de la nature sur le continent africain. Écrit dans une langue accessible, il est susceptible d'intéresser tout à la fois un public large par la synthèse et le renvoi à des recherches anglosaxonnes sur ce thème (Beinart, Neumann, MacKenzie, Grove, Leach et Fairhead, Davis...) et un lectorat plus spécialisé pour lequel l'intérêt majeur réside dans le cas d'étude éthiopien, soit la focale choisie par l'auteur pour enquêter sur les politiques de conservation au « ras du sol » (p. 41).

« Colonialisme vert », explique l'auteur dans le premier chapitre, est à l'origine une expression journalistique visant à alerter l'opinion publique sur les violences subies par les habitants ou riverains d'aires protégées situées dans les ex-colonies européennes, et qu'il définit lui-même comme « l'idéal d'une nature débarrassée de ses habitants » (p. 39). L'ouvrage peut se lire comme une suite de péripéties à propos du projet, poursuivi sans relâche depuis sa formulation initiale en Éthiopie au début des années 1970 jusqu'à sa réalisation dans les années 2010, de vider les parcs nationaux du pays de toute présence humaine afin d'en reconstituer le couvert végétal et la faune considérés comme originels par leurs promoteurs. Ces derniers sont avant tout des « experts » occidentaux, formés en agronomie ou en foresterie, éventuellement passés par l'armée ou les forces de police impériales, puis employés après les indépendances par des organisations internationales telles que la FAO ou l'Unesco, ou par des ONG telles que le WWF (World Wildlife Fund for Nature), lesquelles ont contribué à maintenir la nature des États devenus indépendants sous juridiction occidentale. Cependant, l'auteur s'efforce de ne pas réduire cette situation à une opposition strictement nord-sud et cherche à comprendre pourquoi, au fil des décennies, des

institutions et des acteurs issus du continent finissent par adhérer à cette logique d'exclusion.

Ce qu'il importe de souligner, c'est qu'en définitive, cette adhésion n'est jamais motivée par l'idée d'un retour à quelque « nature originelle ». Cette nature-là, qui est avant tout une émanation de l'esprit des acteurs institutionnels de la conservation, les expertises s'effectuant le plus souvent au pas de course (voire en avion ou en hélicoptère !), est celle donnée en spectacle dans les documentaires animaliers. Pour les régimes successifs éthiopiens, depuis l'époque impériale jusqu'à l'État fédéral instauré en 1995 en passant par la période révolutionnaire, les parcs sont surtout un moyen de « [...] faire reconnaître la nation par l'extérieur [et d'] imposer la nation à l'intérieur » (p. 142) en exerçant ainsi une forme de contrôle territorial sur des populations rebelles au pouvoir central.

Chemin faisant, l'auteur répond aux grandes questions énoncées dans le premier chapitre (p. 40) qui constituent la trame de son enquête. La force de la conviction des scientifiques, selon laquelle la nature africaine se dégrade linéairement et irréversiblement sous l'action des agriculteurs africains, tient à leur participation au projet colonial et à sa légitimation qui se sont poursuivis sous d'autres formes après les indépendances (notamment via les grandes ONG et les institutions multilatérales), et qui informent la motivation de leurs expertises. Le « mythe de l'Éden africain » se maintient grâce aux interdépendances nouées entre les dirigeants africains, pour qui les parcs peuvent revêtir des fonctions sociopolitiques et géopolitiques de contrôle de leurs populations, et les consultants occidentaux qui utilisent les parcs pour continuer à administrer la nature africaine. Le mythe se stabilise grâce à des « textes-réseaux » (p. 107-108) circulant entre experts, tous professant, parfois en la transposant abruptement d'un pays à l'autre, la thèse d'une « forêt perdue » (pour emprunter l'expression d'Alain Gascon⁴), dont l'infinie répétition finit par lui donner force de vérité. Le tournant du développement durable et de la gestion dite « participative » dans les années 1980-1990 n'y change rien : le même mythe continue à légitimer une politique d'expulsion des habitants des parcs, en se drapant dans les oripeaux d'une approche se voulant plus inclusive mais continuant en fait à déprécier les savoirs et pratiques des Africains autant que dans les décennies précédentes.

⁴ Alain Gascon (Université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis) est un géographe spécialiste de l'Éthiopie et de la Corne de l'Afrique. En rapport avec l'ouvrage de G. Blanc, on lira avec profit Gascon A., 1998. La forêt perdue d'Éthiopie, un mythe contemporain, in Chastanet M. (Ed.) *Plantes et paysages d'Afrique. Une histoire à explorer*, Paris, Karthala, 383-409.

Ce livre d'histoire mobilise une pluralité de sources écrites : rapports de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation) et du WWF, archives de l'Unesco et des services forestiers éthiopiens successifs, coupures de presse, récits autobiographiques, dont l'exploitation offre une fenêtre privilégiée sur les coulisses politiques de la conservation en Éthiopie et au-delà, par un va-et-vient permanent entre ce terrain et des recherches historiques menées en d'autres régions du continent. L'auteur met en œuvre, à la suite de A. Gascon sur ce thème en Éthiopie, une critique des chiffres supposés démontrer l'ampleur de la déforestation dans le pays (p. 94-95) ou encore des récits néomalthusiens censés expliquer cette déforestation (p. 157-158). Il tord ainsi le cou aux généralisations abusives et aux amalgames qui imprègnent les diagnostics hors-sol des consultants, ainsi qu'à leurs affirmations non étayées, voire contraires à la réalité. Le cas le plus spectaculaire est celui du *Walia ibex*, une antilope propre à certains hauts plateaux éthiopiens qui est l'objet d'un leitmotiv de disparition depuis un demi-siècle alors que les archives témoignent de l'augmentation de sa population ! Ce bouquetin retiendra également l'attention du lecteur par les discordes à son sujet, entre conservationnistes qui en ont fait leur icône et habitants accusés de prédation à son endroit, bien qu'il habite des milieux escarpés en réalité très peu accessibles aux humains... même si des logiques d'escalade entre ces acteurs ont pu conduire certains habitants à vouloir éradiquer l'espèce afin d'en finir avec le parc du Simien qui justifie ainsi son existence (p. 151).

L'ouvrage frappe par la force d'inertie et la stabilité, sur plusieurs décennies, du cadre de référence paternaliste et raciste qui représente les « Africains », généralement indifférenciés, en destructeurs inconscients de leur propre environnement, dépourvus de toute autonomie à cet égard. Le phénomène est d'autant plus étonnant qu'à rebours de nombreux travaux historiques sur les « sciences coloniales », réifiant ces dernières en une totalité homogène de discours qui n'auraient fait que perpétuer des idées reçues héritées de l'époque des conquêtes, d'autres historiens ont commencé à examiner comment les sciences de l'observation, naturelles et sociales, ont discuté les préjugés initiaux dans les décennies suivantes grâce à leur pratique du terrain⁵. Des chercheurs et des experts, tout en restant loyaux à une certaine idéologie impérialiste, ont révisé les jugements légués par les générations précédentes en faisant l'expérience de savoirs locaux relatifs à l'organisation sociale, à l'agriculture et à l'exploitation des ressources naturelles des colonies. Ces réflexions sur l'évolution des

⁵ Tilley H., 2011. *Africa as a living laboratory. Empire, development, and the problem of scientific knowledge, 1870-1950*, Chicago/London, The University of Chicago Press.

cadres épistémiques scientifiques dans les colonies britanniques entre la fin du XIX^e siècle et le milieu du XX^e siècle incitent par ricochet à s'interroger sur les raisons de la stabilité des cadres de référence conservatinnistes associés aux aires protégées dans les décennies suivantes. Sans doute le très faible investissement sur le terrain des consultants, dont l'épistémologie pour le moins fragile repose essentiellement sur des observations «à vol d'oiseau» et sur un sentiment d'urgence à conserver une nature toujours sur le point de disparaître, explique-t-il en partie cette situation, de même que les intérêts politiques sus-évoqués.

L'auteur avance une critique convaincante de la manipulation de chiffres et de la création de toutes pièces de récits de catastrophes environnementales, qui continuent à servir de caution aux expulsions d'habitants d'aires protégées. À l'instar de James Fairhead et Melissa Leach⁶ qui s'étaient attaqués aux «forêts de statistiques» environnementales ouest-africaines (selon leur heureuse expression), la persistance de ces chiffres et de ces récits est ici expliquée par l'analyse des rapports de pouvoir qu'ils alimentent. C'est là l'objectif du livre, qui est avant tout un livre d'écologie politique. L'auteur s'arrête ainsi au seuil d'une autre approche d'histoire environnementale, ou d'écologie historique, qui aurait consisté à reconstruire une histoire plus crédible des peuplements végétaux et animaux associés aux trois parcs nationaux éthiopiens. De trop rares allusions en ce sens parsèment l'ouvrage, notamment à propos de la population de *Walia ibex*. L'auteur affirme qu'elle augmente en même temps que les conditions de vies humaines s'améliorent, en se contentant d'une référence aux grandes famines qui ont transformé ces animaux en gibier à deux reprises en 1973 et 1985 (p. 220), mais sans tenter d'en expliquer les raisons ni les modalités. Le propos d'un habitant (p. 274) suggère qu'un étagement des domaines vitaux des humains et des bouquetins dans ces régions montagneuses est l'une des clés de cette coexistence à laquelle les experts en conservation restent aveugles. Cette proposition relevant d'un savoir écologique local mériterait des investigations supplémentaires.

Au total, *L'invention du colonialisme vert* met en pièces efficacement les dérives des politiques de conservation via les aires protégées en Afrique et démontre la nécessité de poursuivre la documentation de telles situations. On aimerait pouvoir s'y référer pour signifier que toute opportunité de conserver sans créer d'aires protégées est surtout une opportunité d'éviter de graves et violents conflits. Cet argument serait toutefois encore mieux servi par une étude historique détaillée des modalités de la coexistence entre humains et non-

humains au sein des trois parcs nationaux éthiopiens, que l'on peut espérer lire dans une publication ultérieure.

Vincent Leblan
(IRD, UMR Paloc, Paris, France)
vincent.leblan@ird.fr

Réaliser la Terre. Prise en charge du vivant et contrat territorial

Hervé Brédif

Éditions de la Sorbonne, 2021, 411 p.

L'ouvrage est organisé en trois parties : Univers, Divers et Plurivers. Chacune des parties correspond à une échelle d'analyse. Hervé Brédif (géographe, Université Panthéon-Sorbonne) part d'une approche globale du «problème» de la «crise écologique» à travers l'érosion de la biodiversité et le changement climatique. Dans un second temps, l'ouvrage change radicalement d'échelle et adopte un angle local et territorial. Suite à un développement approfondi de la notion de territoire, l'auteur présente deux cas d'étude français : le plateau de Saclay et la haute Bigorre. Conséquence de ces deux premières analyses, la troisième partie entre dans une argumentation renouvelée de la crise écologique, vue comme une problématique. On y trouve là une redéfinition du «problème», une analyse des leviers de changement à travers le commun, la territorialité et le contrat territorial pour parvenir à définir un nouveau régime biogéopolitique.

L'ouvrage est grandement tiré de la très belle thèse de doctorat⁷ que l'auteur a soutenue il y a 17 ans et dans laquelle, déjà, il se situait dans une «opposition au pessimisme écologique par une bio-géo-politique conviviale, inventive et positive⁸».

Cette opposition est bien marquée dans l'ouvrage où la situation écologique est considérée comme une simple crise passagère (cf. «sortie de crise» p. 132), et où cette crise est qualifiée de «problème» (grave). À l'heure de la pandémie et de sa énième vague, de la COP 26 sur le climat, et surtout des constats et des analyses de terrain sur le réchauffement climatique, des épisodes dramatiques des aléas violents climatiques à travers le monde, des cas d'effondrement de la biodiversité, notamment des insectes, etc., l'état d'esprit de cet ouvrage étonne et peut même agacer. Si l'auteur parle de crise, c'est parce qu'il assimile le «sentiment d'urgence écologique» à une «catastrophe imminente» (p. 131). Pourtant, l'ouvrage mérite toute l'attention du lecteur malgré cette

⁶ Fairhead J., Leach M., 1998. *Reframing deforestation. Global analyses and local realities: studies in West Africa*, London/ New York, Routledge.

⁷ Brédif H., 2004. *Le vivant, les hommes et le territoire : essai de biogéopolitique*. Thèse de doctorat, Institut national agronomique Paris-Grignon/École normale supérieure de Lyon.

⁸ Brédif H., *op. cit.*, p. 782.